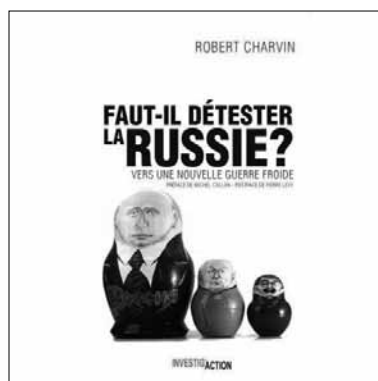


Robert CHARVIN
Faut-il détester la Russie ?
Vers une nouvelle guerre froide
 (Investi'Action, 2016, 198 p., 15 €)



178

L'ouvrage de R. Charvin est une réelle invitation à la réflexion sur l'état du droit international et des relations internationales tel que présenté et justifié par le discours dominant à partir d'un prisme sans doute quelque peu provocateur mais assumé, de la Russie. L'auteur prend soin de bien indiquer que l'on peut ou non être en accord avec la politique et les postures de V. Poutine, ce qui importe ici c'est bien l'histoire telle qu'elle ordonnée par les Occidentaux et les enjeux autour de la diabolisation d'une nation et les logiques sous-jacentes qui permettent de construire un ennemi potentiel.

En suivant le préfacier, qui rappelle que la Russie a perdu 22 millions de personnes pendant la Seconde Guerre mondiale et qu'au sortir de celle-ci, selon un sondage en mai 45,

57 % des Français interrogés répondaient Union soviétique à la question : qui a le plus contribué à la défaite allemande ? Et seulement 20 %, les États-Unis. En 2004, à la même question, les pourcentages sont inversés. Comment expliquer ce revirement ?

Partant de ce fait et de la sentence livrée par ceux qui ne seraient peut-être pas là en 2016 sans son aide (« la Russie n'est pas l'Europe »), R. Charvin s'emploie toujours de belle manière et dans un style clair à démonter le processus de propagande qui a été construit pour légitimer le fait que la Russie n'est tolérée par les forces occidentales qu'en tant qu'elle sert leurs intérêts.

Organisé en trois chapitres toujours très documentés, même si l'on aurait souhaité que certains propos ou faits avancés

soient mieux référencés, cet ouvrage livre une remarquable critique du droit international et de l'histoire des relations internationales construite par les Occidentaux, ce que l'auteur nomme lui-même « le vol de l'histoire » au profit d'un Occident en crise multiforme et qui cherche un nouvel ennemi, préfigurant une nouvelle guerre froide.

Dans le premier temps de l'ouvrage (*L'affaire Vassili Kononov*), R. Charvin se livre à une fine analyse de la manière dont la Lettonie a fait condamner un ancien résistant pour crimes de guerre là où son action visait la défense de sa patrie contre les nazis. En s'appuyant sur cet exemple, peu connu il est vrai, R. Charvin démontre comment des faits de résistance ont été assimilés en un peu moins de cinquante ans à un acte criminel, en faisant de Kononov le bouc émissaire d'une politique antirusse quasi raciste. Cette justice politique s'est au final chargée non seulement de juger un ancien résistant, mais aussi la justice de Nuremberg, ce que la Cour européenne des droits de l'homme a confirmé, en relativisant le contexte historique de l'époque pour ne retenir que la dimension « droit-de-l'homme », qui

pour l'auteur est une manière actuelle d'oublier et de travestir l'histoire.

Dans le second chapitre, (*Le procès de la Résistance*), R. Charvin approfondit son analyse à travers notamment le mal connu « Plan Ost » élaboré par le régime nazi, visant à coloniser la Russie et réduire sa population. La résistance russe qui s'est développée ensuite a été peu ou pas du tout intégrée à l'histoire officielle minorant le rôle de ce peuple et plus largement toute résistance à l'Est. À rebours, plusieurs pages sont alors consacrées à souligner comment la collaboration en Europe occidentale ou centrale est restée très discrète dans les diverses analyses savantes, participant à construire cette histoire incomplète, bien que valorisant toujours le seul vainqueur reconnu : les États-Unis. D'ailleurs, pour R. Charvin, la guerre froide a eu aussi comme finalité de déposséder les Russes de leur victoire tout en favorisant la banalisation des fascismes et du nazisme. Pour l'auteur, cet effacement progressif – mais non complet – tient au refus du monde occidental, sous la direction américaine, de tout partage de puissance et de ressources dans un contexte de mondialisation libérale.

NOTES DE LECTURE

Enfin, le troisième chapitre (La Russie perçue par l'Occident) se lit comme une contribution à la construction de la figure de l'ennemi à travers l'œil des historiens, l'œil des juristes et les usages politiques du passé. L'ensemble vise selon l'auteur à fabriquer un sentiment de peur (à la mode Chomsky dans la fabrique du consentement) qui sera ensuite utilisé pour faciliter la diabolisation dont une large part est alimentée par les médias dominants.

C'est là tout l'intérêt de cet ouvrage que de mettre en perspective des notions aussi lourdes de sens que révisionnisme historique et négationnisme au prisme de l'histoire occidentale à la recherche d'ennemis. Ainsi, pour l'auteur, la

principale préoccupation de la politique étrangère américaine est de maintenir la dislocation de l'ex-URSS, de l'accentuer si possible. Pour ce faire, il s'agirait de reléguer la Russie aux marges de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

La conclusion envisage d'anticiper en se demandant si finalement cette construction (négation des faits historiques, banalisation du nazisme, diabolisation) n'est pas organisée pour justifier une nouvelle guerre froide à venir...

Pessimiste sans doute un peu, cet ouvrage est aussi réaliste et clairvoyant; en tous les cas, il se fera délicat de dire, on ne savait pas...

RAPHAËL PORTEILLA